



INTERNATIONAL ALLIANCE OF WOMEN
ALLIANCE INTERNATIONALE DES FEMMES

PROGRAMME D'ACTION 2025-2028

Mesures relatives aux objectifs stratégiques

Adopté au XL Congrès en Novembre 2025

Prologue

L'Alliance Internationale des Femmes — Droits égaux — Responsabilités égales — œuvre pour faire progresser les droits humains des femmes, l'égalité des genres et la justice sociale dans le monde entier.

Le *Programme d'action 2025–2028 – Mesures relatives aux objectifs stratégiques* complète le document sur les objectifs stratégiques en précisant comment ces objectifs seront atteints grâce à une action coordonnée, incluant le plaidoyer, ainsi que des partenariats avec des ONG pertinentes.

1. Droits humains *Toutes les femmes et les filles, indépendamment de leur origine, jouissent pleinement de leurs droits humains, tels que reconnus par les conventions internationales, sans que personne ne soit laissé de côté.*

- a. Plaider pour la ratification, la levée des réserves et la mise en œuvre complète de toutes les conventions des Nations Unies relatives aux droits humains, en particulier la CEDEF (Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes).
- b. Soumettre et soutenir des rapports alternatifs à la CEDEF, à l'EPU (Examen Périodique Universel et aux autres organes conventionnels ; surveiller le respect des obligations par les États.
- c. Soutenir les initiatives « Cities for CEDAW » lorsqu'une ratification nationale fait défaut.
- d. Défendre les droits des femmes réfugiées, migrantes, appartenant à des minorités et autochtones, y compris les droits culturels.
- e. Renforcer la participation des femmes aux processus relatifs aux droits humains et les autonomiser en tant qu'agentes du changement.
- f. Promouvoir l'inclusion de l'égalité des genres et de l'éducation aux droits humains dans tous les systèmes publics et politiques.

2. Paix *Le droit humain à la paix est universellement reconnu et protégé par le droit international contraignant, avec une représentation égale des femmes dans tous les processus de paix et de sécurité.*

- a. Promouvoir la compréhension interculturelle et interreligieuse entre les communautés et les nations.
- b. Plaider pour une Convention des Nations Unies sur le droit humain à la paix avec organe de suivi et protocole facultatif.
- c. Promouvoir et surveiller la mise en œuvre de la Résolution 1325 du CSNU et de l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité (FPS).
- d. Soutenir la participation des femmes aux négociations et à la consolidation de la paix à tous les niveaux.
- e. Œuvrer pour le désarmement et le contrôle du commerce des armes, y compris les armes légères et nucléaires.
- f. Promouvoir l'arbitrage plutôt que la militarisation et l'augmentation des armements.
- g. Appeler à de nouvelles règles internationales visant à réglementer strictement, voire à interdire totalement, les systèmes d'armes létales autonomes (LAWS).
- h. Plaider pour la reconnaissance du féminicide comme crime en droit international.
- i. Promouvoir l'éducation à la paix ainsi que le dialogue interreligieux et interculturel.

3. Élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles *Toutes les formes de violence contre les femmes et les filles sont éliminées grâce à l'application universelle des droits humains, de l'égalité et de la justice.*

- a. Plaider pour la ratification universelle et l'application de la Convention d'Istanbul et de la nouvelle Convention de l'UA (Union africaine) sur l'élimination de la VBG (Violences basées sur le genre).
- b. Faire pression pour des lois et mécanismes nationaux de prévention, protection, poursuite et soutien aux survivantes.
- c. Renforcer les refuges, l'aide juridique et les services de soutien psychologique pour les victimes.
- d. Lutter contre les formes émergentes de cyberviolence, de traite et de féminicide.
- e. Impliquer les hommes et les garçons dans l'éducation pour mettre fin à la masculinité toxique et à la violence sexiste.
- f. Coopérer avec les rapporteurs spéciaux de l'ONU et soumettre des rapports alternatifs sur la VFF.
- g. Soutenir l'accès des survivantes à la justice et à une indemnisation, aux niveaux national et international.

4. Démocratie *Les démocraties du monde entier garantissent la parité entre les sexes, la participation inclusive et la représentation égale des femmes à tous les niveaux de décision.*

- a. Promouvoir des réformes juridiques pour une démocratie paritaire et des quotas électoraux.
- b. Plaider pour la participation et le leadership des femmes dans tous les secteurs politiques, judiciaires et économiques.
- c. Construire des alliances contre la réaction mondiale visant les droits des femmes et la démocratie.
- d. Surveiller et dénoncer les menaces à la participation démocratique et à l'espace civique.
- e. Renforcer la culture numérique des femmes pour favoriser l'engagement démocratique.
- f. Modéliser la gouvernance démocratique au sein de l'AIF et la promouvoir à l'extérieur.
- g. Soutenir la protection des défenseuses des droits humains et des actrices de la société civile.

5. Changement climatique *L'action climatique est pleinement sensible au genre, garantissant le leadership, la participation et la protection des femmes face aux risques liés au climat.*

- a. Plaider pour des politiques climatiques sensibles au genre et la pleine mise en œuvre de l'Accord de Paris.
- b. Intégrer les droits des femmes dans toutes les politiques d'adaptation et d'atténuation.
- c. Donner la priorité aux besoins des femmes réfugiées climatiques, rurales et productrices alimentaires.
- d. Promouvoir la participation des femmes à la prise de décision environnementale et aux mécanismes de financement climatique.
- e. Mener des actions d'éducation et de plaidoyer sur la santé des femmes et leurs droits sexuels et reproductifs dans le contexte du changement climatique.
- f. Soutenir la participation des membres de l'AIF aux processus de la CCNUCC (Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques) et garantir leur présence en tant qu'observatrices.
- g. Encourager des solutions d'énergie propre (p. ex. accès universel aux technologies de cuisson propres).

6. Santé *Toutes les femmes et les filles ont un accès universel à des soins de santé sensibles au genre et à la pleine réalisation de leurs droits sexuels et reproductifs.*

- a. Plaider pour l'accès universel aux services de SSR, y compris contraception, avortement sûr et soins maternels.
- b. Promouvoir une éducation sexuelle complète pour les adolescent·e·s.
- c. Mettre fin aux pratiques traditionnelles néfastes telles que les MGF/E et le mariage d'enfants.
- d. Soutenir la recherche et les services en médecine du genre, y compris pour la ménopause et l'endométriose.
- e. Revendiquer la gratuité ou l'accessibilité des produits d'hygiène menstruelle et l'élimination de la « taxe rose ».
- f. Plaider pour une formation médicale sensible au genre et l'inclusion de la santé des femmes dans les programmes d'études.
- g. Promouvoir la collecte et la publication de données sur la mortalité maternelle et les indicateurs de santé des femmes.
- h. Promouvoir la santé des femmes tout au long de leur vie, et particulièrement à un âge avancé.
- i. Mettre l'accent sur la prévention et l'intervention concernant les maladies, affections et incapacités évitables touchant les femmes et les filles.

7. Femmes dans l'économie *Les systèmes économiques assurent une participation égale, l'équité et l'égalité salariales, ainsi que la reconnaissance du travail de soins non rémunéré comme élément essentiel de la durabilité des économies.*

- a. Plaider pour la ratification et la mise en œuvre des conventions de l'OIT (Organisation internationale du Travail) et de la CEDEF relatives aux droits économiques des femmes.
- b. Promouvoir la budgétisation sensible au genre et l'égalité salariale pour un travail de valeur égale.
- c. Reconnaître et redistribuer le travail de soins non rémunéré ; promouvoir une économie du soin.

- d. Garantir l'accès des femmes à la protection sociale, aux retraites et à l'emploi formel.
- e. Soutenir l'entrepreneuriat féminin, l'accès au crédit et les réseaux d'affaires.
- f. Renforcer la représentation des femmes dans la prise de décision économique et les syndicats.
- g. Promouvoir des évaluations d'impact genre de toutes les politiques économiques et des réponses aux crises.

8. Égalité numérique et sécurité en ligne *Les femmes et les filles ont un accès égal et sûr aux espaces numériques, exempts de harcèlement en ligne et de cyberviolence sexiste.*

- a. Plaider pour des lois criminalisant la cyberviolence et assurant la responsabilité des auteurs et des plateformes.
- b. Promouvoir la culture numérique et l'accès équitable des femmes et des filles, y compris dans les domaines STIM (Science, technologie, ingénierie et mathématiques).
- c. Défendre une infrastructure Internet inclusive et abordable dans le monde entier.
- d. Garantir que les systèmes d'IA (intelligence artificielle) et les algorithmes soient exempts de biais et de stéréotypes sexistes.
- e. Promouvoir une gouvernance responsable des données et une régulation mondiale de l'IA respectueuse des droits humains.
- f. Intégrer la sensibilisation à la sécurité numérique et à la prévention de la violence en ligne dans tous les niveaux d'enseignement.
- g. Soutenir l'assistance aux victimes, les mécanismes de signalement et la coopération transfrontalière en matière de cybercriminalité.

Novembre 2025